

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 02/03/15

L'an deux mille quinze, le deux mars, le Conseil Municipal de la Commune de HAUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de Monsieur LANDA Jean-Paul 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché.

PRESENTS (10) MM, LANDA, GODFROY, RAMBAUD, BOUYSSOU, PION, PETIT, BILLOT, Mmes VIGNAUD, PETIT

ABSENTS (3) : Mmes BOUYOU (Pouvoir M. BOUYSSOU), ZEKRYTY (Pouvoir M. BILLOT), M. LUSSIN,

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Isabelle PETIT est élue secrétaire de séance

Avant l'ouverture de la séance, Monsieur Alain LEVEAU, Président du Pôle Territorial, Mme Hélène BANCELIN, directrice et Monsieur Olivier CHATAIN ont souhaité présenter et rappeler les termes de la convention concernant le projet de Quartier du Bas du Bourg afin d'éclaircir les termes de la convention et trouver ainsi un accord pour la signature de cette convention.

Monsieur LEVEAU rappelle que sans signature de cette convention, tout travail mené jusqu'ici par M. CHATAIN sera stoppé. Il rappelle que le pôle territorial exécute ce travail gratuitement, seuls les frais de missions de M. CHATAIN seront facturés à la commune.

Il souligne que ce travail peut être utilisé pour être intégré dans le PLU actuellement en révision menée par M. LIBAULT du cabinet NECHTAN.

Après avoir fait un tour de table pour connaître l'avis des élus présents monsieur LANDA Jean-Paul, Maire par intérim accepte de signer la convention avec le Pôle Territorial.

Après avoir procédé à l'appel des élus et constaté que le quorum soit atteint, Monsieur Landa déclare la séance ouverte.

1) Validations des comptes rendus des CM précédents

- Validation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 18 décembre 2014

- 1) Validation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 19 novembre 2014
- 2) Désignation de 2 membres du conseil à la commission « Bon voisinage viticole »
- 3) Tarifs 2015:
- 4) Sorties d'actifs M49 :
- 5) Décisions modificatives M14 et M49 :
- 6) Litige eau - recours Syndicat des eaux de Langoiran :
- 7) Programmation de travaux DETR 2015 :
- 8) Programme d'accessibilité : bilan, programmation triennale des travaux
- 9) Désignation des membres de la commission CLECT reportée au 12/02/15:
- 10) Désignation de trois commissaires à la Commission Intercommunales des Impôts Directs:
- 11) Taxe communale sur la consommation finale d'électricité :
- 12) Demande d'aide de l'association 3V :
- 13) Adhésion au SMEGREG et désignation d'un représentant :
- 14) Mise en place du Droit de Préemption Urbain Renforcé :
- 15) Réhabilitation des "Fusillés pour l'exemple" :
- 16) Divers (Vœux 2015, Recensement de la population, parking place des écoles, Entretien professionnel des agents):
- 17) Question orale

Le compte rendu du conseil municipal du 18 décembre est accepté à l'unanimité

- Validation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 12 février 2015

- 1) Désignation des membres de la commission CLECT

Le compte rendu du conseil municipal du 12 février est accepté à 11 voix pour, Mme PETIT s'abstient car elle n'a pas participé à cette réunion, retenue à une réunion au pôle Territorial ce jour.

Monsieur BILLOT demande à ce que toutes les remarques présentées au cours des réunions du conseil municipal soient prises en compte dans les futurs compte rendus.

Monsieur DUTHIL Présente les résultats d'exécution des budgets pour 2014

- M14 : Fonctionnement : Dépenses : 558 206, 02 € Recettes : 757 795, 38 €
Soit un résultat d'exercice excédentaire de + 199 589, 36 €

Le montant du report de l'exercice de 2013 est de + 262 727, 87 €

Le résultat cumulé est donc excédentaire pour 2014 et s'élève à + 462 317, 23 €

Investissement Dépenses 200 391, 74 € Recettes : 376 433, 43 €

Soit un résultat d'exercice excédentaire de + 176 041, 69 €

Le montant du report de 2013 est de - 207 380, 30 €

Le résultat cumulé d'investissement pour 2014 est donc déficitaire de - 31 338, 61 €

- M49 : Fonctionnement : Dépenses : 219 545, 96 € Recettes : 259 700, 18 €

Soit un résultat d'exercice excédentaire de + 40 154, 22 €

Le montant du report de l'exercice de 2013 est de + 26 517, 36 €

Le résultat cumulé est donc excédentaire pour 2014 et s'élève à + 66 671, 58 €

Investissement Dépenses 368 854, 15 € Recettes : 496 501, 72 €

Soit un résultat d'exercice excédentaire de + 127 647, 57 €

Le montant du report de 2013 est de + 145 820, 33 €

Le résultat cumulé d'investissement pour 2014 est donc excédentaire de + 273 467, 90 €

Ces résultats ne tiennent pas compte pour les sections investissement des restes à réaliser qui feront l'objet d'une délibération.

2-1 RESTES A REALISER DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT 2014 ET ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2015 BUDGET PRINCIPAL M14 (Délibération 02/03/15)

1) RESTES A REALISER 2014

Monsieur DUTHIL, Adjoint au Maire en charge du budget expose que le montant des restes à réaliser en section d'investissement est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement dont la tenue obligatoire par l'ordonnateur résulte de la Loi n°9 2-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la république (dite Loi ATR). Les restes à réaliser doivent être sincères dans leur inscription et dans leur contenu. Les restes à réaliser correspondent :

- En dépenses d'investissement aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice,
- En recettes d'investissement, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes. Monsieur le Maire précise que la clôture du budget d'investissement 2014 est le 21 décembre 2014 d'un point de vu comptable.

Ainsi, il convient, pour assurer les dépenses engagées non mandatées et la perception des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre, d'établir l'état des restes à réaliser de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2015 lors du vote du budget.

Le montant des dépenses d'investissement du budget principal à reporter est de 14 241,15 € -

Le montant des recettes d'investissements du budget principal à reporter est de 0 € ;

Et peuvent être résumées dans le tableau suivant :

Restes à Réaliser Recettes M14 2014 Mà J le 26/02/2015					
Programme	prévu au BP 2014	réalisé en 2014	Différence	Reste à réaliser	
TOTAL				0,00	
Restes à Réaliser Dépenses M14 2014					
Programme 102 MATERIEL	28811,39	8825,18	19986,21	251,00	
				251,00	perceuse
Programme 105 URBANISME	35 496,60	15 913,16	19583,44	12 357,72	
				5 000,00	Campagne vallée
				1 400,00	IDE
				4 753,40	Nechtan
				1 204,32	orsoni Chanteloup
Programme 107 ECLAIRAGE PUBLIC	13 632,36	0,00	13632,36	1 632,43	
				1 632,43	EP SDEEG
Total	77 940,35	24 738,34	53 202,01	14 241,15	

Vu L'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget de la Commune, Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur DUTHIL, et après en avoir délibéré,

Adopte : les états des restes à réaliser

Autorise : le 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché à signer ces états et à poursuivre les paiements et les recouvrements dans la limite des crédits figurant sur ces états.

Précise: que ces écritures seront reprises dans le compte administratif.

AUTORISATION D'OUVERTURE DE CREDITS D'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015

Monsieur DUTHIL expose que L'article L1612-1 modifié par la loi « 2012-1510 du 29 décembre 2012 précise les modalités d'anticipation des dépenses d'investissement.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. Les crédits correspondants, visés aux alinéas d-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les délibérations prises à ce titre doivent préciser l'affectation des dépenses autorisées et leur montant.

Dans ce cadre, il est proposé d'ouvrir 25 % des crédits du budget primitif de l'exercice 2014 des dépenses d'investissement conformément à la réglementation, dans l'attente du vote du budget primitif 2015, selon la répartition par opération (niveau de vote du budget)

Le Conseil ouï cet exposé,

Vu l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nécessité d'inscrire des crédits d'investissement par anticipation du Budget 2015, selon l'affectation ci-dessous :

PROGRAMMES	BP 2014	ANTICIPATIONS
101 CIMETIERE	0,00 €	0,00 €
102 MATERIEL	31 311,39 €	7 800,00 €
104 BATIMENTS	171 980,91 €	42 900,00 €
105 URBANISME	35 496,60 €	0,00 €
106 DEFENSE & INCENDIE	5 000,00 €	1 250,00 €
107 ECLAIRAGE PUBLIC	13 632,36 €	3 400,00 €
118 BUREAUTIQUE INFORMATIQUE TELEPHONIE	6 299,00 €	1 500,00 €
119 VOIRIE	169 062,74 €	42 200,00 €
120 GAZ TELEPHONE	3 225,61 €	0,00 €
122 RENFORCEMENT ELECTRIQUE	15 680,15 €	0,00 €
TOTAL	451 688,76 €	99 050,00€

Le Conseil Municipal sur rapport de Monsieur DUTHIL, Adjoint au Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité

Procède à l'ouverture des crédits suivants, selon le montant et l'affectation ci-dessus.

2-2 RESTES A REALISER DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT 2014 ET ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2015 BUDGET ANNEXE M49 (Délibération 03/03/15)

1) RESTES A REALISER 2014

Monsieur DUTHIL, Adjoint au Maire en charge du Budget expose que le montant des restes à réaliser en section d'investissement, est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement dont la tenue obligatoire par l'ordonnateur résulte de la Loi n°9 2-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la république (dite Loi ATR). Les restes à réaliser doivent être sincères dans leur inscription et dans leur contenu et correspondent :

- En dépenses d'investissement aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice,
- En recettes d'investissement, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes.

Monsieur DUTHIL précise que la clôture du budget d'investissement 2014 est le 21 décembre 2014 d'un point de vu comptable.

Ainsi, il convient, pour assurer les dépenses engagées non mandatées et la perception des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre, d'établir l'état des restes à réaliser de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2015 lors du vote du budget.

Le montant des dépenses d'investissement du budget principal à reporter est de 208 083, 75 €

Le montant des recettes d'investissements du budget principal à reporter est de 80 415, 72 €

Et peuvent être résumées dans le tableau suivant :

RESTES A REALISER M49 2014 RECETTES MAJ le 26/02/2015						
Article		Prévu	Réalisé	Différence	Restes à réaliser	Justificatifs
STATIONS D'EPURATION et RESEAUX BAS DU BOURG						
dont 1311	Conseil Général	40 489,00	0,00	40 489,00	40 489,00	arrêtés attributifs du 11/07/2014 Décisions AEAG d 2012 10161 dossier 11020123547 et 2012-10233 dossier 12020121264
dont 1318	Subvention Agence Eau	40 489,00	14164,80	26 324, 20	26 324, 20	
1681	Avance remboursable AEAG	67 480,82	53 878, 30	13 602, 52	13 602, 52	
Total		148 458, 82	68 043, 10	80 415, 72	80 415, 72	
RESTES A REALISER M49 2014 DEPENSES						
202 ASST	LAGUNAGE	75734,87	54460,3	21274,57	40,13	Solde Maître d'œuvre ADVICE 40,13€
2156	Maîtrise d'œuvre	75734,87	54460,3	21274,57	40,13	
203 ASST	POSTE DE RELEVAGE	4 701,05	0,00	4 701,05	4 701,05	Devis L.E + facture 2159,98€
2158	poste Les Faures	4 701,05	0,00	4 701,05	4 701,05	
216 ASST	ACQUISITIONS FONCIERES ASST	22 855,64	15 000,00	7 855,64	1 546,89	Actes e 15 000€ frais notaires 1546,89€
2111	Acquisition LAMOTHE	22 855,64	15 000,00	7 855,64	1 546,89	
220 AEP	ACHATS COMPTEURS	5 000,00	0,00	5 000,00	2 821,51	factures Mennesson 606.96€ + 2214,55€
2188	achat compteurs eau	5 000,00	0,00	5 000,00	2 821,51	
223 AEP	Travaux divers sur réseau	30 172,26	2 889,40	27 282,86	600,00	Solde ADVICE 600€
2158	MO prix de l'eau	30 172,26	2 889,40	27 282,86	600,00	
224 ASST	TRAVAUX RESEAUX ASST	36 853,43	3 097,57	33 755,86	1 594,80	Factures PEREZ 1054,80€ + ADVICE 540€
2156	Autres immo. corporelles	36 853,43	3 097,57	33 755,86	1 594,80	
237 ASST	STATIONS D'EPURATION	362 179,50	156 311,41	205 868,09	184 300,57	Factures Advice, Covica, Solde Sade..
2156	Autres immo. corporelles	362 179,50	156 311,41	205 868,09	184 300,57	
245 AEP	REHABILITATION FORAGE	177 540,10	2 990,00	161 496,00	12 478,80	solde Marzac 1794 + pompe 10684,80€ L.E.
2158	Autres immo. corporelles	177 540,10	2 990,00	161 496,00	12 478,80	
Total		715 036,85	234 748,68	467 234,07	208 083,75	

Vu L'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le budget M49, Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur DUTHIL, et après en avoir délibéré,

Adopte : les états des restes à réaliser

Autorise : le 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché à signer ces états et à poursuivre les paiements et les recouvrements dans la limite des crédits figurant sur ces états.

Précise: que ces écritures seront reprises dans le compte administratif.

AUTORISATION D'OUVERTURE DE CREDITS D'INVESTISSEMENT EXERCICE 2015

Monsieur DUTHIL expose que L'article L1612-1 modifié par la loi « 2012-1510 du 29 décembre 2012 précise les modalités d'anticipation des dépenses d'investissement.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice

auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. Les crédits correspondants, visés aux alinéas d-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les délibérations prises à ce titre doivent préciser l'affectation des dépenses autorisées et leur montant.

Dans ce cadre, il est proposé d'ouvrir 25 % des crédits du budget primitif de l'exercice 2014 des dépenses d'investissement conformément à la réglementation, dans l'attente du vote du budget primitif 2015, selon la répartition par opération (niveau de vote du budget)

Le Conseil ouï cet exposé,

Vu l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nécessité d'inscrire des crédits d'investissement par anticipation du Budget 2015, selon l'affectation ci-dessous :

PROGRAMMES	BP 2014	ANTICIPATIONS
201 EAU TRAVAUX CHATEAU D'EAU	0,00 €	0,00 €
202 ASST LAGUNAGE	75 734,87 €	0,00 €
203 ASST POSTE DE RELEVAGE	4 701,05 €	0,00 €
216 ASST ACQUISITIONS FONCIERES	22 855,64 €	0,00 €
220 AEP ACHAT COMPTEUR D'EAU	5 000,00 €	1 250,00 €
223 AEP TRAVAUX DIVERS RESEAUX AEP	30 000,00 €	7 500,00 €
224 ASST TRAVAUX RESEAU ASSAINISSEMENT	36 853,43 €	9 200,00 €
237 ASST STATION EPURATION	362 179,50 €	0,00 €
245 AEP REHABILITATION FORAGE	177 540,10 €	5000,00 €
249 AEP NOUVEAUX LOTISSEMENTS	22 850,00 €	0,00 €
TOTAL	737 714,59 €	22 950,00 €

Le Conseil Municipal sur rapport de Monsieur DUTHIL, Adjoint au Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité

Procède à l'ouverture des crédits suivants, selon le montant et l'affectation ci-dessus.

2-3 - CANDIDATURE AU MARCHE ELECTRICITE PROPOSE PAR LE GROUPEMENT DE COMMANDE POUR « L'ACHAT D'ENERGIES, DE FOURNITURES ET DE SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ET D'EXPLOITATION ENERGETIQUE » (DELIBERATION 04/03/15)

Monsieur RAMBAUD présente aux membres du conseil municipal un courrier du SDEEG en date du 27/11/14 informant les communes de la disparition programmée des tarifs réglementés au 1^{er} janvier 2016 pour les sites d'une puissance supérieure à 36 KVA conformément à l'article L.337-9 du code de l'énergie ainsi qu'aux dispositions figurant à l'article 25 de la Loi relative à la consommation et de la nécessité de s'organiser pour répondre à cette évolution législative.

La suppression légale des tarifs réglementés de vente de l'électricité entraînera mécaniquement pour les consommateurs concernés la caducité de vos contrats d'électricité en cours au tarif réglementé. En conséquence, il faudra que les collectivités aient choisi et signé avant le 31 décembre 2015 un nouveau contrat en offre de marché avec le fournisseur de leurs choix.

A défaut d'avoir entrepris les démarches nécessaires, les collectivités risquent d'être confrontées à une caducité de leurs contrats et, par voie de conséquence, à une rupture d'approvisionnement en électricité au 1^{er} janvier 2016.

Pour rappel, conformément à l'article L.331-3 du code de l'énergie, il est possible de quitter les tarifs

réglementés de vente de l'électricité pour un contrat en offre de marché, à tout moment, sans préavis (hors délais liés aux démarches nécessaires auprès des distributeurs) et sans frais de résiliations, exceptions faites des sites ayant fait l'objet d'une modification de puissance souscrite depuis moins d'un an. La signature d'un nouveau contrat avec le fournisseur de notre choix mettra fin automatiquement au contrat de fourniture d'électricité au tarif réglementé, sans nécessité de résiliation préalable et sans interruption de fourniture.

La commune de Haux en tant qu'adhérent au Groupement de commandes a déjà bénéficié de son service pour répondre à ses obligations en matière de Gaz naturel avec en prime l'obtention de tarifs très compétitifs.

Ainsi, pour accompagner les collectivités sur l'ensemble des comptages et sécuriser la procédure, le SDEEG lance un marché en Electricité ayant pour objectif de basculer dans l'offre de marché, en toute sérénité, avec des prestations de qualité.

Cette opération groupée concernera l'ensemble de nos points de comptage en électricité, des opportunités économiques peuvent également apparaître sur des tranches de puissances inférieures à 36 KVA. Pour ces points de comptage, un allotissement spécifique sera créé, permettant une bascule dans l'offre marché uniquement si la tarification est favorable à la commune.

Contrairement au marché du Gaz, aucun frais de participation ne sera exigé auprès des membres du groupement pour ce marché, il a été décidé par le SDEEG de répercuter directement ces coûts sur le ou les fournisseurs titulaires du marché.

Le SDEEG invite les communes, si elles sont intéressées par cette démarche de mutualisation à leur faire part de leur adhésion avant le 31/03/2015.

Monsieur LANDA propose de délibérer

Délibération proprement dite:

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des marchés publics, notamment son article 8,

Considérant que la Commune de Haux a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que la commune de Haux est adhérente au groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats Départementaux d'Energies Aquitains (SDE24, SYDEC, SDEEG, SDEE47 et SDEPA),

Considérant la disparition des tarifs réglementés de vente pour les sites d'une puissance supérieure à 36 KVA au 1^{er} Janvier 2016 imposée par la loi NOME (Nouvelle Organisation des Marchés de l'Electricité) du 7 Décembre 2010,

Considérant que les Syndicats Départementaux d'Energies (SDE24, SYDEC, SDEEG, SDEE47 et SDEPA) lance un marché électricité par le biais de ce groupement,

Sur proposition de Monsieur LANDA Jean Paul, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché et, après avoir entendu son exposé, le Conseil Municipal de Haux après en avoir délibéré à l'unanimité des membres et représentants décide:

- d'autoriser à faire acte de candidature au marché électricité proposé par le groupement,
- d'autoriser Monsieur LANDA Jean Paul, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché, les Syndicats Départementaux d'Energies, cités précédemment, à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 de l'acte constitutif et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de Haux est partie prenante
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Haux est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

2-4-Délibération autorisant le Maire ou son représentant à conclure la convention en matière d'abondement financier pour le projet d'équipement de signalétique (groupement de commande de signalétique de l'Entre-deux-Mers) entre la Communauté de Communes du Créonnais et les 13 communes constitutives (Délibération 05/03/15)

Monsieur PION rappelle que la commune avait signé une convention avec la CCC pour une harmonisation des panneaux signalétiques sur la commune et que la CCC demande de finaliser cette convention par la signature du devis.

Il précise qu'il s'agit des panneaux directionnels et de signalisations de châteaux qui sont quant à eux pris en charge par les propriétaires viticulteurs. Monsieur Billot et Monsieur PETIT demande ce qu'il est prévu pour les autres panneaux. Monsieur PION précise que ce n'est pas pris en compte dans la convention mais rien n'empêche la commune d'avoir une réflexion à ce sujet.

Il propose de passer à la délibération :

Monsieur PION, référent signalétique CCC rappelle les points suivants :

-La Communauté de Communes du Créonnais fait partie du groupement de commande de signalétique depuis 2007

-Le conseil communautaire a désigné deux délégués communautaires pour la constitution de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes de signalétique de l'Entre deux Mers (délibération n°08/02/11 en date du 21 février 2011)

-Le conseil communautaire a adopté la charte signalétique et a validé son engagement à supprimer au fur et à mesure de la pose des nouveaux dispositifs, l'ancienne signalétique non conforme à la réglementation et à la charte Entre Deux Mers (délibération n°27/09/11 en date du 12 septembre 2011) tout comme l'ensemble des communes du territoire par délibération entre septembre et décembre 2011

-le 21 juin 2012, La Commission d'Appel d'offres du groupement retient le prestataire SIGNAUX GIROD CHELLE comme prestataire pour la réalisation de la phase opérationnelle

-Le conseil communautaire adopte la convention cadre pour la réalisation d'un plan qualité signalétique (délibération n°41/11/12 en date du 21 novembre 2012)

-Les communes ont reçu à plusieurs reprises leur catalogue-projet qui recense leurs besoins dans le cadre du projet

-Le conseil communautaire a validé la répartition relative aux équipements signalétiques selon la façon suivante :

-Les Relais d'Information Service – RIS : financement communautaire

-La Signalisation d'Information Locale –SIL: financements communal et privé (et intercommunal pour les services publics intercommunaux notamment)

-La Signalisation d'Information Locale (routes thématiques) : financement intercommunal

-Les lieux - dit : financement communal

M. Le Maire ou son représentant mentionne que la Communauté de Communes a signé un devis de 65 303.14 € TTC pour la réalisation et la pose de 16 RIS en octobre 2013 et qu'elle a reçu un premier estimatif qui a été transmis aux communes (en séance de conseil communautaire) le 26 novembre 2013.

Les chiffrages définitifs seront transmis à chacune après la validation du premier estimatif, l'étape d'implantation sur le terrain, la validation des Bon à Tirer pour chaque ensemble.

En tant que membre du groupement de commande de signalétique, c'est la Communauté de Communes du Créonnais qui passera les commandes et qui réglera la prestation pour le compte des communes auprès du prestataire SIGNAUX GIROD CHELLE.

Article 1 La délibération n°84/11/14 en date du 18 novembre 2014 propose une convention d'abondement financier pour ce projet d'équipement de signalétique touristique entre la Communauté de Communes du Créonnais et les 13 communes constitutives.

Le Maire empêché, Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint donne lecture du projet de convention ainsi que du tableau définissant à ce jour les montants respectifs de participation (document annexé à la présente décision et qui sera amené à évoluer lors de la phase d'implantation).

Il demande au Conseil Municipal de l'autoriser à conclure la convention correspondante avec Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais sachant que le reversement de la part de l'abondement sera imputé au compte 657 351 (groupement à fiscalité propre).

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur PION et après discussion délibère à l'unanimité

-autorise Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché, à conclure la convention correspondante avec Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais telle qu'annexée à la présente

délibération.

- dispositions spécifiques : chaque collectivité a un montant spécifique de participation (cf document annexé à la présente décision et qui sera amené à évoluer lors de la phase d'implantation).
- indique que la dépense initiale (évaluée au tableau joint et actualisée après la phase d'implantation) sera imputée au compte 657 351 (groupement à fiscalité propre)
- charge Monsieur LANDA des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier et de signer tous documents nécessaires

-2-5 Convention entre la commune de Haux et GrDF pour l'hébergement de concentrateurs sur des toits d'immeuble dans le cadre du projet Compteurs Communicants Gaz de GrDF.(Délibération 06/03/15):

Monsieur RAMBAUD, Adjoint au Maire indique que, depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs de gaz s'expriment en faveur d'une plus grande fiabilité du comptage, d'une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, de la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels. Dans le même temps, les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités pour mieux vivre la consommation des clients et rapatrier leurs index de consommation.

Il précise que les travaux de la Commission de Régulation de l'Énergie et de GrDF ont conduit à la conclusion qu'une solution technique performante, à un coût acceptable par la communauté, fiable dans le temps et répondant aux besoins de l'ensemble des parties prenantes, pouvait être conçue.

Le projet Compteurs Communicants Gaz de GrDF a un objectif double. Il s'agit d'améliorer la qualité de la facturation et la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels et de développer la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.

C'est dans ce cadre que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a proposé la généralisation des compteurs de gaz évolués aux ministres chargés de l'énergie et de la consommation d'approuver le déploiement généralisé des compteurs évolués de GrDF baptisés GAZPAR (délibération de la CRE du 13 juin 2013) et que les Ministres concernés ont donné leur accord de principe.

La mise en œuvre de ces compteurs communicants nécessite de poser des concentrateurs sur des points hauts de la commune.

Le Maire empêché, Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint propose à l'assemblée que la commune soutienne la démarche de GrDF en acceptant

d'héberger des concentrateurs sur des toits d'immeuble,

d'adopter les termes de cette convention de partenariat.

Après avoir entendu cette présentation et après délibération, les membres du conseil municipal autorisent Monsieur LANDA à signer ladite convention pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur et à compléter le moment venu les annexes.

-2-6 Groupement de commande pour la réfection de la voirie (Délibération 07/03/15)

Monsieur RAMBAUD informe les membres du conseil municipal de la volonté de la mairie de Cursan de mettre en place par le biais d'une convention un groupement de commande pour les travaux de réfection de voirie avec les communes intéressées par ce groupement.

Ce groupement permettrait aux communes, compte tenu du montant total des travaux d'avoir des tarifs intéressants pour les travaux de voirie et de partager les frais de maîtrise d'œuvre avec un maître d'œuvre unique et commun aux collectivités signataires de la convention.

La commune de Cursan serait coordonnatrice du groupement.et, dans le cadre de sa mission assurera le respect du code des marchés publics, définira l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation, recensera les besoins, élaborera ou fera réaliser toutes études nécessaires à la réalisation des travaux. Le coordonnateur élaborera également un cahier des charges et définira les critères à valider par les membres signataires de la convention. Il assurera également l'envoi à la publication des avis d'appels à la concurrence, convoquera et conduira les réunions de la commission d'appel d'offres, informera les candidats du résultat de la mise en concurrence, procèdera à la publication des avis d'attribution et rédigera un rapport de présentation.

Sur proposition de Monsieur LANDA Jean Paul, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché et, après avoir entendu l'exposé de Monsieur RAMBAUD, le Conseil Municipal de Haux après en avoir délibéré à l'unanimité des membres et représentants décide

- d'adhérer au groupement de commande pour les travaux de voirie
- d'autoriser Monsieur LANDA Jean Paul, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché, à signer une convention sur le modèle annexée à la présente délibération qui sera modifiée en fonction de l'évolution du dossier.,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 de l'acte constitutif et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont La commune de Haux est partie prenante
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la Commune de Haux est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget

- 2-7 ADHESION A L'ASSOCIATION AGTICM (Délibération 08/03/15):

Monsieur LANDA informe les membres du conseil municipal qu'il a assisté à une d'information à Créon le 4/02/15 organisée par L'AGTIMC (Association Girondine des communes Impactées par les Cavités souterraines), association dont le siège se trouve à Latresne et qui étudie les risques réels liés à la présence de carrières et les prescriptions ou restrictions qui en découlent concernant les risques naturels dans les PLU Cette association reçoit l'appui du Conseil Général et de l'Association des maires de la Gironde, elle aspire à être l'acteur reconnu de la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques naturels mouvements de terrains dans notre département.

Une Assemblée générale extraordinaire de l'association est prévue le samedi 04/04/2015 à 10h30 en un lieu à préciser, qui permettra de démontrer cette mobilisation et assoir de manière durable sa gouvernance et ses objectifs opérationnels.

Les demandes d'adhésion qui requiert une délibération du conseil municipal sont à renvoyer pour le 15/03, compte tenu du délai de prévenance à respecter pour la convocation à l'AG.

Le nombre élevé des adhérents, parmi les 124 communes concernées, sera la démonstration de la solidarité de nos territoires, de la représentativité et du caractère incontournable de cette association. Le montant de l'adhésion est de 0,25 € par habitant soit environ 200€

L'association demande également à la commune de désigner un référent et deux délégués suppléants qui pourraient assister aux réunions.

Monsieur LANDA propose aux membres du conseil de délibérer :

Délibération proprement dite :

Suite à la présentation de l'association AGTICM et de ses objectifs par Monsieur LANDA et après discussion, le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de déléguer à Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint, le Maire empêché la signature de la demande d'adhésion, au nom de la commune, à l'association girondine des territoires impactés par les cavités souterraines et mouvements de terrains dénommée : AGTICM, dont l'objet est de se concerter et de mutualiser les moyens et les compétences pour bâtir une politique contractuelle cohérente de prévention des risques naturels liés à la présence des cavités souterraines et falaises,
- de désigner un délégué référent qui représentera la commune dans les instances de l'association et deux délégués suppléants chargés éventuellement de l'assister.

-2-8 Désignation d'un référent et de deux délégués suppléant pour représenter la commune de Haux à l'AGTICM (Délibération 09/03/15)

Monsieur LANDA, 1^{er} adjoint, Le Maire empêché informe les membres du Conseil Municipal qu'il y a lieu de désigner, conformément à la délibération 08.03.15 un référent et deux délégués suppléants pour représenter la commune au sein de l'association.

Il demande aux membres du conseil municipal intéressés de se porter candidats et de préciser la nature de leur candidature.

Sont candidats

En qualité de référent : Monsieur Romain BILLOT

En qualité de délégué suppléant ; Monsieur Francis BOUYSSOU et Monsieur Patrick PETIT

Aucun autre candidat ne s'étant manifesté, Monsieur LANDA propose de passer au vote à bulletin secret :

Les résultats du vote sont les suivants :

Nombre de votants : 12

Enveloppes trouvées dans l'urne : 12

REFERENT :

Monsieur BILLOT 10 voix

DELEGUES SUPPLEANTS

Monsieur BOUYSSOU 12 voix

Monsieur PETIT 12 voix

Monsieur Romain BILLOT est alors désigné après vote référent à l'association AGTICM, Monsieur Francis BOUYSSOU et Monsieur Patrick PETIT sont désignés en qualité de délégués suppléant.

-2-9 Modification des statuts de la Communauté de Communes du Créonnais : prise en compte des remarques de la Préfecture)(Délibération 10/03/15)

Monsieur LANDA informe les membres du conseil municipal que lors du conseil communautaire du 27 janvier 2015, les statuts de la CCC ont été modifiés par délibération 01.01.15, suite aux remarques de la Préfecture qui préconisait à la CCC de mettre en conformité les statuts qui ne correspondaient pas tout à fait au code général des Collectivités territoriales, La Présidente de la CCC demande aux communes de valider les statuts ainsi modifiés selon les remarques de la Préfecture

Délibération proprement dite :

Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché, informe les membres du conseil municipal que le Conseil Communautaire a délibéré favorablement sur la modification des statuts de la CdC du Créonnais au cours de sa séance du 27/01/2015 (délibération 01/01/15)

Conformément aux articles L 5211-17 et L5211-5, les modifications statutaires d'une communauté de communes sont décidées par délibérations concordantes du conseil de communauté et de deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de la CdC ou de la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population.

Monsieur LANDA invite donc le conseil municipal à se prononcer sur la modification des statuts de la CdC proposée, et prenant en compte les remarques de la Préfecture pour la rédaction

Vu le CGCT et notamment les articles L 5211-17 et L5211-5,

Vu l'extrait de délibération du Conseil Communautaire n°01/01/15 en date du 27 janvier 2015

Où l'exposé de Monsieur le 1^{er} Adjoint, le Maire empêché

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (13 voix pour).

DONNE un avis favorable à la modification des statuts de la Communauté de Communes du Créonnais

APPROUVE Le projet de statuts de la Communauté de Communes du Créonnais qui sera annexé à la délibération

-2-10 AIDE FINANCIERE POUR DES VOYAGES DES COLLEGIENS DU COLLEGE FRANCOIS MITTERRAND DE CREON (DELIBERATION 11/03/15)

Monsieur LANDA, 1^{er} Adjoint, Le Maire empêché, présente une demande de subvention formulée par une famille de Haux dont l'enfant est scolarisé au collège de Créon participant à un voyage scolaire du 11 au 17 avril 2015 à Londres.

Cette demande est accompagnée d'une attestation de Mme Le Principal du Collège.

Compte tenu de la demande, Monsieur LANDA propose de réserver une somme de 100 € par enfant.

Cette somme de 100 € sera imputée par anticipation au budget 2015 à l'article D. 65.74 et inscrit à la délibération correspondant aux cotisations et subventions 2015.

Le versement de cette subvention permettrait d'alléger la participation des familles.

Cette subvention sera versée sur le compte du Régisseur des Recettes du Collège François Mitterrand.

Après délibération, les membres du Conseil Municipal acceptent à 7 voix pour (1 abstention Mme ZEKRYTY représentée par M. BILLOT, M. et Mme PETIT s'étant retiré du vote, leur fils participant au voyage scolaire) le principe de l'octroi de cette subvention sous réserve que la liste des enfants hauxois participant aux voyages scolaires soit adressée à la commune par le collège de Créon.

- 2-11 Modification des statuts du SDEEG (Délibération 12/03/15)

Le SDEEG qui intervient pour les collectivités en matière d'Eclairage Public, d'électricité et de gaz a modifié ses statuts et propose également ses services dans l'instruction des dossiers d'urbanisme, la maîtrise de l'énergie, l'eau et l'assainissement.

Les statuts ainsi modifiés ont pour but d'apporter des services complémentaires sans obligation de transfert de compétence.

Les communes restent libres de leur choix puisqu'il s'agit de compétences ou services dit « à la carte ».

Six collèges sont créés : Electricité, GAZ, Eclairage Public, Energie, Eau et Assainissement et Urbanisme.

Chaque commune choisira par délibération le transfert de compétence proposé par le collège concerné.

Haux a délibéré pour l'Eclairage public, le Gaz et l'électricité.

La demande actuelle du SDEEG est donc d'approuver la modification des statuts sans engagement autre de la collectivité

Délibération proprement dite :

Délibération de la commune de Haux portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde.

Vu la loi N°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique,
Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,
Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde adoptés le 10 septembre 1937 et modifiés le 9 avril 1962, le 18 avril 1994, le 22 août 2006 puis le 14 mai 2014.

Considérant la délibération du Comité Syndical du SDEEG en date du 18 décembre 2014,

Bien que modifiés à quatre reprises, les statuts du SDEEG ne tiennent plus totalement compte de l'évolution du paysage territorial au niveau énergétique et de l'émergence de besoins nouveaux du côté des collectivités.

Le SDEEG a donc mené une réflexion afin d'améliorer son positionnement tant sur le plan organisationnel que juridique ou technique.

Les projets de statuts rénovés du SDEEG (24 articles) ont pour objet :

- De mettre en ordre des statuts qui sont aujourd'hui la stratification de modifications successives, et qui ne forment pas un ensemble suffisamment cohérent.
- De permettre aux EPCI, et notamment la métropole, d'intégrer le syndicat.
- De conserver les principes essentiels de la représentativité des collectivités membres.
- De permettre l'adhésion à la carte à de nouvelles compétences : distribution publique d'eau potable ; assainissement ; déchets ; autorisations du droit du sol, tout en conservant la possibilité pour chaque collectivité d'adhérer librement ou de ne pas adhérer à une compétence ou même à une partie de chaque compétence.

L'innovation principale réside dans la constitution de 6 collèges, avec une représentativité différente de celle du comité syndical. Les collèges sont :

- **L'Electricité** : Exercice du rôle d'autorité concédante, maîtrise d'œuvre et d'ouvrage des travaux, négociations contractuelles.
- **Le Gaz** : Exercice du rôle d'autorité concédante, négociations contractuelles.
- **L'Eclairage public** : Travaux (maîtrise d'œuvre et d'ouvrage) et entretien des points lumineux, réseaux de communications.
- **L'énergie** : maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables, achat et vente d'énergie, infrastructures de recharge de véhicules électriques, valorisation des déchets.
- **L'eau et l'assainissement** : Production et distribution d'eau potable, contrôle et exploitation des stations d'assainissement, gestion des hydrants.
- **L'urbanisme** : Instruction des autorisations liées au droit du sol et cartographie.

Au sein du comité syndical, il est proposé une représentation adaptée, qui tient compte de l'histoire (les syndicats d'électrification), mais qui intègre désormais les EPCI, et notamment la métropole.

Au sein de chaque collège, la représentation sera fonction de la population, afin, en particulier, de tenir compte de la loi sur les métropoles, qui l'impose. En effet, l'article L5217-7 VI, issu de la loi du 27 janvier 2014 dite Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), précise que le nombre de suffrages dont disposent les représentants de la Métropole est proportionnel à la population que la Métropole représente au titre de cette compétence, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de suffrages.

Au regard des éléments évoqués ci-dessus, la modification des statuts du SDEEG comporte 24 articles dont le détail est exposé ci-après.

Conformément à l'article L5211-20, notre assemblée délibérante est appelée à se prononcer sur la rédaction des nouveaux statuts.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la modification des statuts du SDEEG évoquées ci-dessus.

1.3.2. Demande d'un particulier cession terrain

- Demande d'un particulier cession terrain

Monsieur GODFROY informe les membres du conseil municipal de la demande d'un particulier qui désire se porter acquéreur de la parcelle où se situait le poste de relevage qui a été supprimé suite à la création de la nouvelle STEP. Ces personnes avaient vendu en 2002 à titre gratuit cette parcelle à la commune.

Monsieur GODFROY précise qu'une demande d'estimation du prix du terrain a été adressée aux services des domaines et une estimation des frais notariés a été également sollicitée auprès de l'office notarial.

- Point sur les demandes de subventions présentées à ce jour

Différentes demande de subventions ont été adressées à la commune à ce jour. Un accusé de réception précisant que leur demande sera traité lors du vote du budget délibération d'attribution des subventions (Liste des demandes : ESAT de Lorient, Amicale des dirigeants territoriaux, Amicale des parents du RPI, Amicale des sapeurs-pompiers de Langon, PEP 33, MFR La Sauve, Institut Bergonié, AFSEP, ADELFA, PACT HD,)

- Proposition SDEEG instruction dossiers urbanisme Le SDEEG a adressé à la commune une proposition de services pour l'instruction des dossiers d'urbanisme. La Commune de Haux a adopté une délibération de principe pour donner cette mission au pôle territorial de l'Entre 2 Mers.

- Concours National de la Résistance et de la Déportation : Demande de participation des communes dons, versements, bons d'achats, ouvrages pour récompense des lauréats

- Etudes et révisions tarifs assurances, téléphonie, avenant Lyonnaise télégestion ... Monsieur LANDA informe les membres du conseil municipal que des études de révision de contrats et tarifs sont en cours notamment pour la téléphonie, les assurances pour révision des tarifs à la baisse et des conditions.

Ainsi, pour la téléphonie, la commune de Haux pourrait faire des économies dans le coût des communications, pour les assurances, tout en faisant une économie, la nouvelle STEP a été prise en compte et une assurance pour les élus et personnels qui utilisent leurs véhicules personnels dans le cadre de déplacement professionnels couvrant les agents et leurs véhicules en cas de sinistre.

Un avenant a également été demandé à la lyonnaise dans le cadre des contrats de prestations eau et assainissement afin que la nouvelle STEP soit prise en compte et que les télégestions supprimées ne figurent plus dans le contrat.

- Accueil Concordia 2015 : Comme tous les 2 ans, la commune de Haux accueillera des jeunes du chantier Concordia (1 dizaine) avec pour mission le projet de rénovation des chemins de Courcouyac et de la salle communale. L'accueil est prévu du 10/07 au 31/07/15. Le coût pour la commune est de 3800 €.

- Chiffre INSEE Recensement Les opérations de recensement sur la commune se sont déroulées du 15 janvier au 14 février 2015. Ce recensement permet de connaître le nombre de personne qui vivent en France et détermine la population officielle de chaque commune. De ces chiffres découlent les participations de l'Etat au budget des communes ainsi que le nombre d'élus constituant le conseil municipal, le mode de scrutin, le nombre de pharmacie autorisée...

La participation des administrés est donc essentielle, et reste confidentielle. De plus, elle est rendue obligatoire par la loi.

Les agents recenseurs qui ont mené les opérations de recensement ont eu parfois beaucoup de difficultés à obtenir les renseignements de certains administrés, ce qui est regrettable.

Les chiffres INSEE au 17 février 2015 sont les suivants :

- pour les logements : 396 logements recensés dont 331 résidences principales, 7 logements occasionnels, 10 résidences secondaires, 42 logements vacants et 6 logements non recensés.
- pour la population : 796 bulletins individuels recensés.

Monsieur LANDA déclare la séance levée à 22heurs 40

DUTHIL Franck	LANDA Jean-Paul	GODFROY Roger	RAMBAUD Alexis	LUSSIN Oswald
BILLOT Romain	BOUYOU Laure (pouvoir M. BOUYSSOU)	BOUYSSOU Francis	PETIT Patrick	PETIT Isabelle
PION Jean-Luc	VIGNAUD Camille	ZEKRYTY Nadia (pouvoir M. BILLOT)		